

BIÉLORUSSIE

Arrestations et brutalités se poursuivent après l'élection

Index AI : EUR 49/003/2006

ÉFAI

Mercredi 22 mars 2006

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

De très nombreux manifestants pacifiques sont arrêtés et frappés par la police antiémeute et les forces antiterroristes en Biélorussie dans le cadre de ce qui s'apparente à une tentative d'intimidation des manifestants, selon les informations obtenues par Amnesty International.

D'après l'organisation de défense des droits humains biélorusse Viasna, 108 personnes ont été arrêtées dans la nuit du 19 au 20 mars ; 20 autres dans la nuit du 20 au 21. On ignore le nombre exact des arrestations mais on sait qu'elles se poursuivent ; Viasna estime qu'au total 400 personnes pourraient avoir été arrêtées dans tout le pays.

« *Les autorités biélorusses ont une fois encore fait preuve d'un mépris total de la liberté d'expression, a déclaré Heather McGill, responsable de la recherche sur la Biélorussie au sein d'Amnesty International.*

Un grand nombre des personnes arrêtées sont détenues dans des cellules de la police à Minsk, dans des conditions épouvantables et sans pouvoir recevoir quoi que ce soit de leurs proches.

De nombreuses arrestations seraient accompagnées de brutalités. En particulier, la situation des mineurs est préoccupante : lorsqu'ils sont interpellés, ils sont conduits dans les bus où sont retenues les personnes arrêtées avant d'être conduites ailleurs, et une fois leur âge vérifié, ils sont poussés violemment hors des bus. Certains ont dit avoir été blessés lorsqu'ils ont été précipités dehors. Alexandre Kasko (âgé de dix-sept ans) aurait été frappé par la police et aurait eu le nez cassé lorsqu'il a été poussé hors d'un bus. Il est actuellement hospitalisé. Son frère aîné Sergueï Kasko aurait été condamné à une peine exceptionnellement longue de trente jours d'emprisonnement : des personnes militant en faveur des droits humains craignent que cette mesure ait été prise pour éviter que ses blessures apparaissent au grand jour. Nombre des manifestants sont des étudiants qui pourraient être expulsés de leur université pour avoir pris part aux manifestations.

La plupart des personnes arrêtées sont inculpées d'infractions telles que la participation à des réunions non autorisées ou l'hooliganisme, passibles d'une peine allant de dix à quinze jours d'emprisonnement. Selon Viasna, le 21 mars, 65 personnes ont été condamnées à Minsk à des périodes de trois à quinze jours d'emprisonnement pour ce type d'infractions.

Il y a également eu plusieurs arrestations d'observateurs étrangers. Le 20 mars, trois Géorgiens, Malkhaz Songoulachvili, évêque baptiste, ainsi que Basil Kobakhidze et Vladimir Goguiachvili, deux prêtres orthodoxes, ont été arrêtés lors des manifestations de Minsk. Ils auraient été expulsés mardi 21 mars, tard dans la soirée. Un parlementaire polonais, Yaroslav Yageilo, a été arrêté par le Comité de sûreté de l'État biélorusse (KGB) à Minsk et expulsé le 22 mars. Deux observateurs électoraux non officiels en provenance d'Estonie, Erik Mora et Tarmo Lecht, ont également été arrêtés.

Amnesty International appelle les autorités biélorusses à libérer toutes les personnes arrêtées pour avoir exprimé leur point de vue de manière légitime et pacifique. Elle leur demande également de veiller à ce que les normes internationales relatives au respect des droits humains soient pleinement respectées pendant les opérations de maintien de l'ordre, et à ce que les manifestants ne soient pas frappés ou soumis à d'autres formes de mauvais traitements.

Complément d'information

Selon les résultats officiels, le président sortant Alexandre Loukachenko a été réélu le 19 mars pour un mandat de cinq ans par une majorité de plus de 82 p. cent des suffrages. L'opposition affirme que l'élection était truquée et a appelé la population à manifester pour demander l'organisation d'un nouveau scrutin. La mission d'observation de l'OSCE a déclaré quant à elle que l'élection n'était pas conforme aux engagements de l'OSCE et aux normes internationales régissant les scrutins et que « *l'abus arbitraire du pouvoir d'État, visant manifestement à protéger le président sortant, [était] allé bien au-delà des pratiques acceptables.* »

Les manifestants ont monté des tentes sur la place d'Octobre à Minsk et, selon certaines estimations, 10 000 personnes auraient manifesté le soir du scrutin. Des manifestations semblables sont menées dans d'autres villes. Bien que le chef du KGB ait annoncé que ceux qui participeraient à des manifestations après l'élection du 19 mars seraient considérés comme des terroristes et seraient passibles de la peine de mort, la police a évité les affrontements directs avec les manifestants sur la place d'Octobre et arrête les personnes avant qu'elles n'arrivent sur la place ou lorsqu'elles en sortent puis les inculpe d'infractions au réglemeⁿt. ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>